

MERCREDI 11 MARS 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

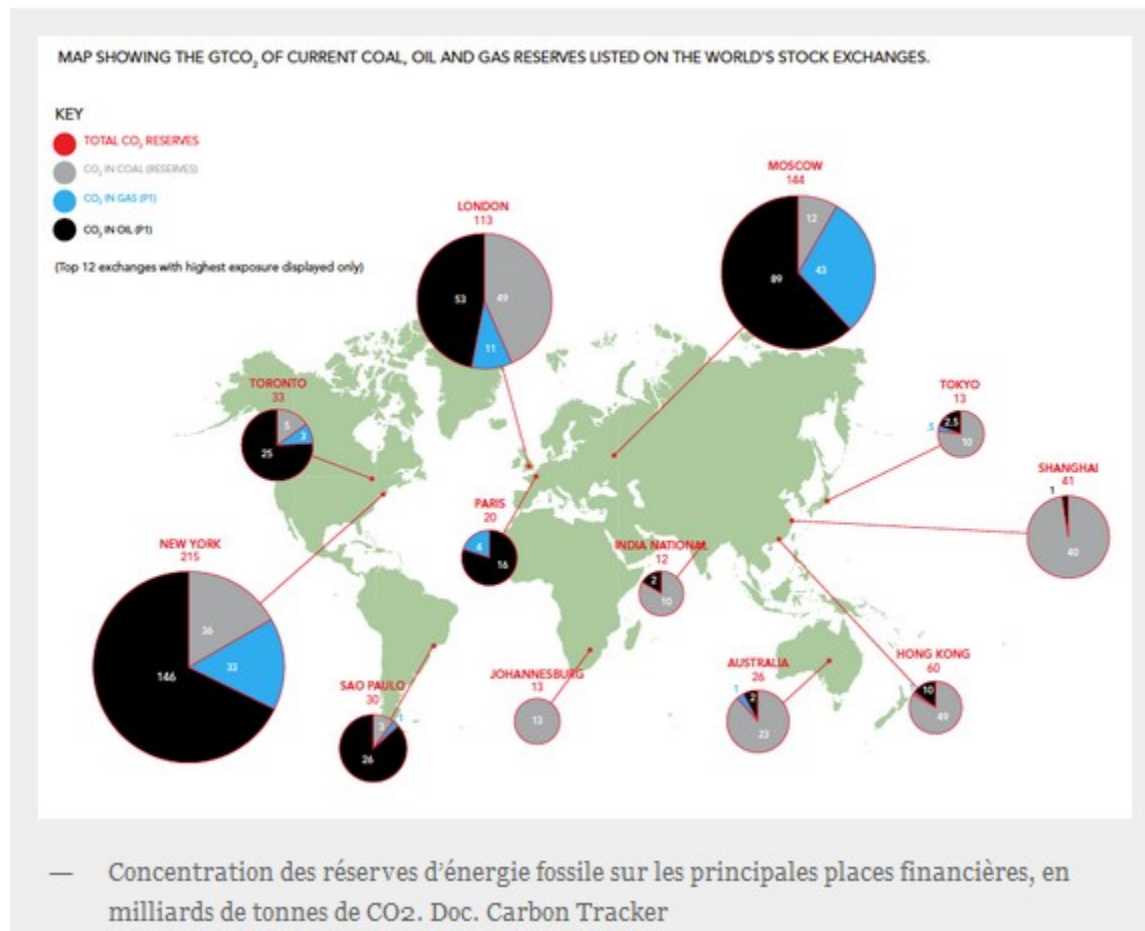
- = Le carbone, ça bulle ! p.1
- = De la Fed à la BCE... de la déflation à l'hyperinflation p.7
- = La dette américaine augmente plus rapidement que le PIB ; néanmoins un ralentissement se profile p.10
- = Le Pétrole (WTI) tombera à 40 dollars, selon Goldman Sachs !! p.12
- = Le Mexique, nouvelle puissance énergétique ? p.13
- = **Les dates du pic pétrolier p.14**
- = « La montre la plus nulle... la i-Bidule qui fait tout sauf donner l'heure !! » p.20
- = Londres, un paradis pour le blanchiment d'argent p.25
- = Comment sécuriser l'or que l'on garde chez soi ? p.27
- = Les Cultes cargo et les banques centrales p.31
- = Le gouvernement grec a demandé aux fonds de sécurité sociale de lui transférer leurs liquidités p.34
- = **Tous ceux qui veulent continuer à danser doivent prendre plus de risques p.35**
- = Les énergies renouvelables au sein de l'UE: la Scandinavie, le top; le Bénélux... le flop p.41
- = Face à l'Eurogroupe, le gouvernement Tsipras fait fausse route p.43
- = Cuba dénonce les sanctions américaines contre le Venezuela p.46

↔ ↔ ↔ ↔ ↔ ↔ ↔ ↔ () ↔ ↔ ↔ ↔ ↔ ↔ ↔ ↔

Le carbone, ça bulle !

Dr Pétrole et Mr Carbone Publié le **12 février 2015**

Siphonnera-t-on tout le pétrole, tout le charbon et tout le gaz que l'on pourra au mépris de la vie de nos propres enfants ? Les "investisseurs" vont-ils fuir les énergies fossiles ? Les géants du pétrole s'effondreront-ils à la corbeille ? L'économie, largement irriguée par les énergies fossiles, suivra-t-elle ?... En tout cas, comme on a largement trop de pétrole, de charbon et de gaz si l'on veut conserver des chances de contenir le réchauffement global à un stade qui ne soit pas catastrophique, les réserves d'énergie fossile coincent l'humanité entre une énorme bulle de CO2 et... une énorme bulle financière.



Concentration des réserves d'énergie fossile sur les principales places financières, en milliards de tonnes de CO₂. Doc. Carbon Tracker

Si l'on veut contenir le réchauffement global à +2°C -c'est-à-dire conserver des chances que ce phénomène ne soit pas cataclysmique pour l'humanité- alors il est impératif de laisser dans le sous-sol quelque chose comme 80 % des réserves disponibles d'énergie fossile (pétrole, charbon, gaz) déjà découvertes et que l'on sait extraire.

Cette donnée scientifique, cette information est de plus en plus partagée, dans de plus en plus de milieux. Parlant de carbone "imbrûlable", le rapport 2013 de Carbon Tracker ([Unburnable carbon report](#)) évoquait déjà un budget de CO₂ à ne pas dépasser (entre 565 et 886 milliards de tonnes de CO₂ d'ici 2050). Face à cela, ce rapport estimait pour l'année 2012 à 674 milliards de dollars les dépenses des deux cents plus grandes compagnies mondiales pour trouver et développer de nouvelles réserves d'énergies fossiles alors que certaines ne pourront en fait pas être utilisées... Du "capital gaspillé » donc

selon le titre même de l'étude qui estimait en plus que la technologie du captage et stockage du CO2 ne donnerait à l'humanité qu'un « bonus » de 125 milliards de tonnes d'émissions de CO2 supplémentaires à l'horizon 2050, si tout va bien.

On a déjà à ce jour quatre fois trop d'énergie fossile et si on poursuit les recherches, notamment celles qui concernent les hydrocarbures de schiste, le offshore profond et les sables bitumineux, la bulle ne fera que grossir

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui est rappelons-le synonyme de large consensus scientifique, a quant à lui noté dans son dernier rapport que le budget "carbone" à ne pas dépasser dans le siècle avant d'aboutir à une société complètement décarbonée est de 1 000 milliards de tonnes de CO2 pour avoir 66% de chances de ne pas dépasser les + 2°C., et de 550 milliards de tonnes si l'on veut avoir une chance sur deux de ne pas dépasser + 1,5°C.

Dans le même temps, le GIEC précisait que les réserves (quantités découvertes et récupérables avec les techniques actuelles) d'énergie fossile équivalaient en 2011 l'émission de 3 670 à 7 100 milliards de tonnes de CO2 tandis que les ressources (quantités supposées) pourraient émettre de 31 300 à 50 050 milliards de tonnes. Ce qui donne une petite idée de l'ampleur de la bulle actuelle et à venir. En clair, on a déjà à ce jour quatre fois trop d'énergie fossile et si on poursuit les recherches, notamment celles qui concernent les hydrocarbures de schiste, le offshore profond et les sables bitumineux, la bulle ne fera que grossir !

Le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) a emboîté le pas du GIEC avant la dernière Conférence climat de Lima (COP20) pour indiquer dans un rapport que, sur la base de ce budget "carbone" qui nous est désormais alloué, il faut que le pic des émissions ait lieu dans les 10 ans qui viennent, que l'on parvienne à des émissions de gaz à effet de serre réduites d'au moins 50 % d'ici 2050, puis à la neutralité carbone entre 2055 et 2070, et à zéro émission de gaz à effet de serre entre 2080 et 2100.

Quand les investisseurs écrivent aux compagnies pour qu'elles évaluent les risques que le changement climatique fait courir à leur business

En Janvier, une étude scientifique parue dans le journal Nature a pour sa part

choisi le budget “carbone” de 1 100 milliards de tonnes de CO₂ à l’horizon 2050 -qui ne donne qu’une chance sur deux de ne pas dépasser les + 2°C- pour conclure que selon les quantités, les emplacements et la nature des réserves actuelles et des ressources de pétrole, de charbon et de gaz, il est nécessaire de laisser dans le sous-sol le tiers des réserves de pétrole, la moitié des réserves de gaz et 80% des réserves de charbon.

Soit. Mais quelle sera la réalité des actes au fil du temps ? Puisque les énergies fossiles représentent à ce jour 80 % de la production d’électricité et même 90 % de la production et de la consommation mondiale d’énergie primaire et qu’elles sont intimement liées à la “croissance économique”, va-t-on continuer, avec le plus parfait des cynismes, à creuser, à forer, à pomper sans tenir compte des données scientifiques confirmées et alors même que la réalité du changement climatique va de toute façon aller crescendo, tout comme la prise de conscience des hommes ?

Production d’énergie primaire dans le monde. Doc. interactif TSP

Dès la fin 2013, [une coalition de 70 investisseurs pesant des milliards de dollars](#) a écrit à 45 compagnies fossiles pour leur demander d’évaluer les risques que le changement climatique faisait courir à leur business. Ce courrier faisait suite à l’étude de Carbon Tracker. L’an passé, sous la pression de ses actionnaires, Exxon a réalisé une [étude sur le risque carbone](#), même si ce fut pour dire qu’il est peu probable que les mesures que le monde prendra puissent contrarier la production d’ici 2040... Cette année, [une coalition d’investisseurs a rédigé une résolution](#) pour les assemblées générales de BP et Shell afin que ces compagnies précisent leurs stratégie de résilience à long terme face à ce risque... Dans tous ces cas, la question du carbone est analysé comme un risque réglementaire pour la rentabilité des entreprises, c’est-à-dire comme un risque pour la valorisation des portefeuilles d’actions et la viabilité des stratégies d’investissement.

Go Fossil Free: une Journée internationale du désinvestissement

De son côté, la banque d’Angleterre a indiqué début décembre examiner les risques que recèlent les énergies fossiles pour la stabilité financière. [Le ministre britannique de l’Energie et du Changement climatique, Edward Davey, s’est inquiété du risque que les actifs du pétrole, du charbon et du gaz ne deviennent, notamment pour les fonds de pension, “les “subprimes” du](#)

futur”.

Par ailleurs, et dans un autre genre, le mouvement international de désinvestissement Go Fossil Free, même s’il reste encore inexistant en France, se développe avec l’ONG 350.org, 350 étant la concentration de CO2 en parties par millions (PPM) qu’il faudrait pour être bien en dessous d’un réchauffement de + 2°C (*). Précision: nous atteignons en 2015 la concentration de 400 ppm de CO2...

Dans ce cas là, ce n’est plus vraiment la rentabilité des entreprises qu’on regarde mais plutôt la vie ou la survie humaine. Ainsi, au Royaume-Uni, une fondation pour la médecine, [Medact, a appelé l’an passé tout le secteur britannique de la santé à ne plus investir dans les énergies fossiles, pour des questions sanitaires.](#)

Évaluant à 500 le nombre de campagnes de désinvestissement en cours et organisant une journée spéciale ces 13 – 14 février, les militants du mouvement Go Fossil Free estiment que “les lobbies de l’industrie fossile empêchent tout progrès politique” qui aboutirait à laisser des combustibles fossiles dans le sous-sol. [“Le seul choix qu’il nous reste est d’affronter l’industrie fossile directement”](#), affirment-ils.

Concrètement, il s’agit de “pousser les églises, les universités, les conseils municipaux, les établissements médicaux et les fonds de pension à rompre leurs liens financiers avec l’industrie des combustibles fossiles. En désinvestissant de ces entreprises, nos institutions peuvent faire preuve de leadership climatique réel. Ensemble, nous pouvons commencer à démanteler le pouvoir et l’influence dont cette industrie a bénéficié pendant de nombreuses années et pousser l’Europe vers l’action et les solutions climatiques”, ajoutent-ils.

Des solutions alternatives pour faire émerger des capacités de production d’énergie de substitution, et pour accompagner la mutation des industries dépendantes des hydrocarbures ?

En France, cette Journée du désinvestissement doit être l’occasion de [“lancer la campagne de désinvestissement autour d’une première revendication](#) : « mettre les fossiles à la retraite », en demandant au Fonds de Réserve des Retraites, qui dépend de la Caisse des Dépôts, de renoncer à ses investissements dans le secteur fossile (qui s’élèvent à plus de 800 millions

d'euros en actions et obligations)”. Pour Nicolas Haeringer, chargé de campagne de 350.org, “préparer l’avenir en investissant dans une industrie destructrice du climat est une aberration politique. Il n’est donc pas normal que les retraites soient financées par des investissements nuisibles”. Payal Parekh, directrice générale de 350.org ajoute: ”Au lieu de financer le problème nous devons commencer à soutenir financièrement des solutions axées sur les sources d’énergies propres et renouvelables. C’est la seule façon de vaincre la crise climatique”.

Il y a également ceux qui, dès maintenant, cherche des solutions au risque carbone. C’est le cas du think tank spécialisé dans la transition énergétique, The Shift Project, qui a co-organisé ce même 13 février un débat “afin de comprendre les enjeux de cette potentielle « bulle carbone », et discuter des options possibles”. Entre autre problématique: “Si les investissements dans le secteur des hydrocarbures présentent un risque majeur, quelles sont les solutions alternatives, à la fois pour faire émerger des capacités de production d’énergie de substitution, et pour accompagner la mutation des industries dépendantes des hydrocarbures ?” Plus que de débattre d’efficacité énergétique, de stockage de CO2, d’énergie renouvelable et/ou de nucléaire, il s’agit en particulier de savoir comment le facteur temps pourrait maintenant nous permettre de décarboner les 9/10 de notre production d’énergie en quelques dizaines d’années, alors que les sources d’énergie fossile continueront à exister, et dans l’absolu à être énergétiquement efficace et économiquement rentable en dessous d’un certain prix du carbone.

Pour les compagnies pétrolières, ces mouvements d’actionnaires, de citoyens et de chercheurs, interviennent désormais alors que la chute des cours de l’or noir commence à produire ses premiers effets. **Un seul exemple: le géant français Total a annoncé ce 12 février un chiffre d’affaires en repli de 6 % (236,1 milliards de dollars contre 251,7 en 2013) et un résultat net ajusté en baisse de 10 % (12,8 milliards de dollars contre 14,3 l’année précédente), et même de 62% pour le résultat net part du groupe, si l’on tient compte des dépréciations d’actifs et des effets de stocks (4,2 milliards contre 11,2).**

“Prenant en compte l’environnement économique actuel, nous avons procédé en fin d’année à la dépréciation exceptionnelle de certains actifs essentiellement dans les sables bitumineux au Canada, le gaz non conventionnel notamment aux Etats – Unis et le raffinage européen, pour un

montant d'environ 6,5 milliards de dollars après impôts", a déclaré le directeur général Patrick Pouyanné au Conseil d'administration de Total.

Une bulle de carbone prise entre l'enclume du réchauffement et le marteau du pic pétrolier

En baisse de 7 % en 2014 (hors acquisitions), les investissements du groupe français vont encore être réduits en 2015. Mais pas (à ce jour) de licenciement, et pas de souci pour les actionnaires: le conseil d'administration de Total a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2015 la distribution d'un dividende de 2,44 euros par action au titre de 2014, en hausse de 2,5 % par rapport à 2013.

Avec le temps, quand d'un côté la baisse des cours et la baisse des investissements auront provoqué une baisse de la production de pétrole non conventionnel (offshore, sables bitumineux, hydrocarbures de schiste, qui coutent très cher à sortir du sous-sol) alors que, d'un autre côté, la production de pétrole conventionnel, ayant atteint son pic au milieu des années 2000 (et qui coûte bien moins cher à extraire), continuera à baisser, les prix de l'or noir devraient remonter... non ? Cependant, on produira fatalement moins de pétrole au total. Question: dans un monde contraint par la déplétion, pris entre l'enclume du réchauffement et le marteau du pic pétrolier, comment se comportera notre bulle de carbone ?

(*) Ce qui, en prenant en compte tous les gaz à effet de serre, revient à environ 430 ppm équivalent CO2.

De la Fed à la BCE... de la déflation à l'hyperinflation

11 mar 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ "C'est la fin du supercycle. C'est la fin du grand cycle de la dette", déclare Ray Dalio, nous ôtant les mots de la bouche.

Bill Gross rajoute un peu de contexte :

"Au cours des 20 ou 30 dernières années, le crédit s'est développé à de tels extrêmes, dans le monde entier, que les niveaux de dette et la capacité à rembourser cette dette sont en danger... Pourquoi le super-cycle de la dette ne continue-t-il pas de se développer ? Parce qu'il y a des limites".

Ni M. Dalio ni M. Gross... ni nous... ne savons précisément où sont ces

limites. Mais tant les Européens que les Japonais semblent s'y précipiter.

En Europe, les taux d'intérêt sont plus bas qu'ils ne l'ont jamais été, avec 2 000 milliards de dollars s'échangeant en fait à des taux réels négatifs.

Inutile de vous le dire : il n'est pas naturel — et même pervers — de la part des prêteurs d'accepter qu'on leur marche sur les pieds en remerciement de leur précieuse épargne. Ce n'est pourtant qu'une partie de la perversité du système actuel : aucune véritable épargne n'est impliquée. L'argent n'a jamais existé. Obtenir un rendement négatif semble presque approprié, bien qu'incompréhensible.

Aujourd'hui, les banques centrales créent "de l'argent" à partir de rien. Les exigences de réserve ne sont que de 1% — c'est-à-dire quasiment nulles. Elles peuvent donc créer autant qu'elles veulent. Pas de risque d'accident dans une mine. Pas besoin de transpirer ou faire des efforts. Pas de discipline ni de persévérance nécessaires. Les épargnants peuvent avoir le beurre — et les emprunteurs l'argent du beurre.

Lorsque les banques centrales achètent de la dette gouvernementale, elle est annulée, dans les faits... oubliée à jamais

▪ **Allez, on baisse encore !**

Les économistes à qui il reste un peu de bon sens — s'il en existe encore — sont perplexes. Les plus bas taux de l'histoire... et voilà la BCE avec un plan pour les réduire encore. Quel sens cela a-t-il ? Personne ne peut l'expliquer. Ou plutôt, personne ne veut admettre que la véritable idée, c'est de soulager les grandes banques de leurs créances douteuses. Elles ont acheté la dette des gouvernements européens. Tout le monde sait que cette dette n'a aucune chance d'être remboursée. Lorsque les banques centrales achètent de la dette gouvernementale, elle est annulée, dans les faits... oubliée à jamais. La BCE imprime obligeamment l'argent avec lequel l'acheter avant que le public ne comprenne ce qui se passe.

Au Japon, pendant ce temps, le gouvernement accumule déficit après déficit depuis 25 ans, financés en grande partie par des *salarymen* japonais qui pensent économiser pour leur retraite. Quelle déception ce sera lorsqu'ils découvriront que cet argent n'a pas du tout été épargné... mais au contraire dépensé par leur propre gouvernement ! A présent, les dettes sont devenues si gigantesques que 43% des recettes fiscales sont requises rien que pour entretenir les engagements passés, sans parler des montants nécessaires pour les déficits actuels et à venir. Imaginez ce que ça donnerait si vous essayiez

une telle manoeuvre à votre niveau. Tentez de vivre avec 57% de ce que vous gagnez (le reste allant à vos créiteurs)... tout en continuant de dépenser plus que vos revenus. Voyez combien de temps ça pourrait durer. Les Japonais sont trop polis pour en parler, mais leurs finances publiques sont condamnées. Ce n'est qu'une question de mois — allez, d'années, peut-être — avant que l'ensemble s'écroule.

Nous disons — depuis 2009 — que notre itinéraire serait probablement "Tokyo... puis Harare". Nous voulons dire par là que nous allions probablement vivre un ralentissement à la japonaise... puis une hyperinflation à la zimbabwéenne.

L'économie américaine croît, mais c'est la "reprise" la plus faible jamais enregistrée

Nous en sommes désormais à la sixième année de ce voyage aussi agité que poussif. L'économie américaine croît, mais c'est la "reprise" la plus faible jamais enregistrée. Le peu de croissance effectivement enregistré a été acheté avec des mesures de relance sans précédent — 8 000 milliards de dollars. Peu de gens le réalisent, mais cette "relance" a en fait retardé la croissance économique réelle.

▪ **Quand la relance ralentit...**

Vous pouvez le constater par vous-même en observant la différence entre ce qui s'est passé sur les marchés financiers et ce qui s'est passé dans l'économie réelle. L'industrie financière continue de bouillonner. Mais le reste stagne. Les salaires réels, les dépenses de consommation réelles, les investissements réels — tous les critères qui témoignent d'une authentique prospérité sont aussi ramollis qu'une nouille tokyoïte. Pourquoi ?

La prospérité réelle dépend de l'épargne et de la formation de capital. Il faut consacrer des ressources réelles aux nouvelles capacités de production. Il faut embaucher des gens et trouver des méthodes nouvelles, plus efficaces, pour faire les choses. Sauf qu'en réalité, l'investissement des entreprises baisse aux Etats-Unis depuis 2007. Si l'on se base sur les chiffres du quatrième trimestre 2007 et 2014, annualisés, 400 milliards de dollars ont été investis dans le développement des entreprises en 2007 contre 300 milliards seulement en 2014.

Ces choses profitent aux 1% des 1%, les insiders qui connaissent les coulisses ; elles ne font rien pour l'économie réelle

Parallèlement, les entreprises ont emprunté — en net — environ 3 000 milliards de dollars supplémentaires. Où est allé tout cet argent ? Il semble avoir été

consacré au rachat d'actions, fusions/acquisitions, bonus, primes, honoraires et autres rémunérations spectaculaires. Ces choses profitent aux 1% des 1%, les *insiders* qui connaissent les coulisses ; elles ne font rien pour l'économie réelle, sinon la priver du capital dont elle a besoin pour faire de réels progrès.

En 2000, nous avons une bulle des valeurs technologiques. En 2007, nous avons des bulles dans la finance et l'immobilier. A présent, nous avons des bulles dans les obligations d'entreprises (14 000 milliards de dollars)... les prêts automobiles... et les prêts étudiants (1 200 milliards de dollars).

Pop... pop... pop... C'est ce qui va arriver à ces bulles. Et lorsque ce sera le cas, notre voyage à Tokyo prendra fin. En d'autres termes, c'est à ce moment-là que notre omnibus paresseux se transformera en un terrifiant accident ferroviaire.

Oui, la déflation de Tokyo avant d'en arriver à l'hyperinflation d'Harare.

La dette américaine augmente plus rapidement que le PIB ; néanmoins un ralentissement se profile

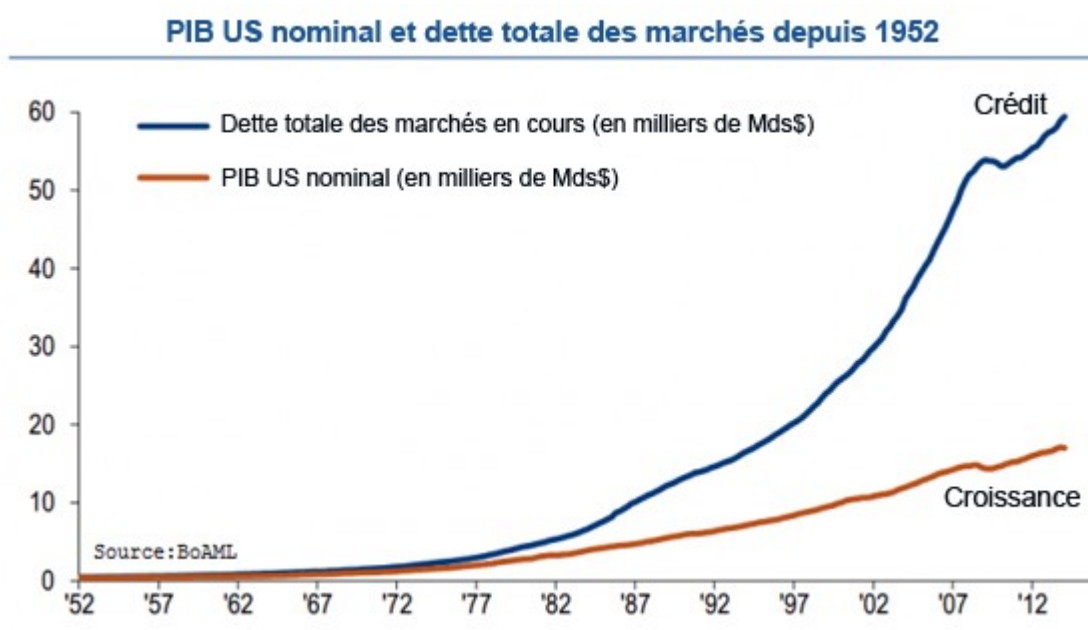
11 mar 2015 | [Eberhardt Unger](#) | [La Chronique Agora](#)

Les événements entourant la tentative de sauvetage des finances publiques grecques remplissent les gros titres dans les médias internationaux. On considère souvent l'Allemagne et la Grèce comme des exemples extrêmes en matière de politique économique et budgétaire.

L'Allemagne est sur le bon chemin pour réajuster ses finances publiques, tandis que le gouvernement grec veut sortir de la misère en augmentant les dépenses publiques financées par plus de déficit budgétaire.

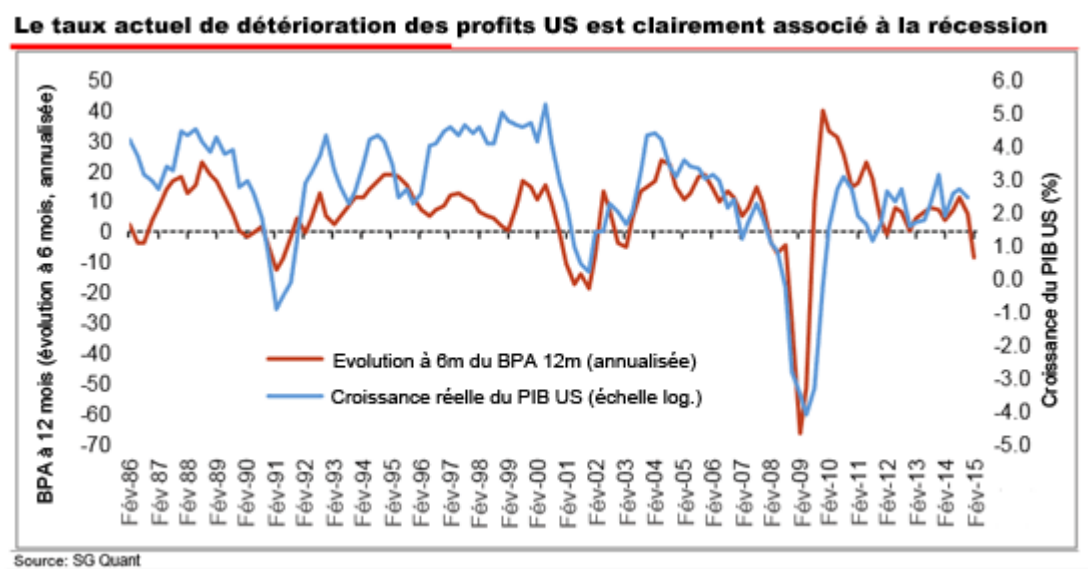
De sérieux doutes sont apparus ces dernières semaines concernant ces prévisions très optimistes En la matière, les Etats-Unis sont considérée comme un excellent exemple. Cette opinion a été renforcée lors du discours à la nation du président Obama, dans lequel il a considéré que la crise était "surmontée" — et même par le

FMI qui prévoit, pour l'économie américaine, un taux de croissance du PIB réel de 3,6% en 2015. Toutefois de sérieux doutes sont apparus ces dernières semaines concernant ces prévisions très optimistes.



Comme le montre le graphique ci-dessus, aux Etats-Unis, les dettes financées par le marché du crédit ont augmenté beaucoup plus rapidement que le PIB nominal. Il faut toujours plus de crédit pour créer un dollar de croissance. C'est la preuve que le déficit budgétaire ne solutionne rien mais conduit seulement dans une impasse.

En cas de hausse des taux, les emprunteurs auront à payer de plus en plus d'intérêts. D'ici quelques années le budget américain devra financer, chaque année, 800 milliards d'intérêts débiteurs — et pour une grande partie, aux créanciers étrangers.



Ce deuxième graphique concerne le PIB réel américain et montre un

changement dans l'évolution des bénéfices des sociétés (bénéfice par action). La corrélation ne peut pas être ignorée : il n'y aura peut-être pas de nouvelle récession, mais on ne peut pas parler d'une forte impulsion pour une nouvelle croissance.

Conclusion : la croyance d'un miracle économique aux Etats-Unis a déclenché ces derniers mois d'énormes déplacements de fonds sur les marchés financiers mondiaux. Presque tout le monde est déjà *long* sur le dollar américain. Cependant, il est maintenant devenu clair qu'en dépit d'une forte croissance, la situation pourrait évoluer à la vitesse... d'une tortue. Il vaut mieux s'attendre à un accroissement de la volatilité.

Le Pétrole (WTI) tombera à 40 dollars, selon Goldman Sachs !!

Blog de la résistance 10 mars 2015



Les cours du brut se sont repris de près d'un tiers entre janvier et février, à la faveur de perturbations dans l'offre du Moyen-Orient, de la forte demande saisonnière et d'une hausse des marges dans le raffinage. (Crédits : reuters.com)

Oulah, si ça se concrétise ça va faire mal par où ça passe, surtout pour l'industrie pétrolière , avec des répercussions économiques Dantesques, le rythme des fermetures de puits, surtout aux US étant déjà énorme ... Z .

=====

Le récent redressement des cours du pétrole ne durera pas du fait d'une nouvelle accumulation des stocks, estiment les analystes de la banque américaine, dans une note publiée dimanche.

Le pétrole est-il reparti à la hausse durablement ? Plusieurs analystes de

Goldman Sachs se sont penchés sur la question et ont répondu « non ». Le récent redressement des cours du pétrole ne durera pas, selon ces derniers.

Le West Texas Intermediate (WTI), référence du marché américain, risque de reculer jusqu'à 40 dollars (36,75 euros) le baril, un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis fin 2008-début 2009 au plus fort de la crise financière mondiale, estiment les analystes de Goldman Sachs dans une note en date du 8 mars et diffusée ce lundi. Dans la foulée, le Brent se retrouverait également sous pression.

Le WTI était stable lundi vers 7h50 GMT (8H50 heure française) autour de 49,60 dollars (45,5 euros) le baril.

« Une hausse des stocks de pétrole » due à l'affaiblissement de l'activité

Les cours du brut se sont repris de près d'un tiers entre janvier et février, à la faveur de perturbations dans l'offre du Moyen-Orient, de la forte demande saisonnière et d'une hausse des marges dans le raffinage.

Ce rebond faisait suite à une chute de 60% des cours entre juin 2014 et janvier 2015 mais Goldman ne le voit pas se prolonger et parle au contraire d'«*affaiblissement séquentiel de l'activité* » entraînant une hausse des stocks de pétrole.

Le Koweït prédit plutôt une stagnation

Le prix du baril de pétrole devrait augmenter ou au moins se stabiliser autour de 50 à 60 dollars, a estimé au contraire le ministre koweïtien du Pétrole Ali al-Omair.

Il a noté que les prix actuels étaient soutenus par les développements géopolitiques en Irak et en Libye et une baisse de la production de sables bitumineux et de pétrole de schiste.

[Le Mexique, nouvelle puissance énergétique ?](#)

James McKeigue 11 mars 2015 | La Quotidienne d'Agora

[La réponse est : non. La production pétrolière actuelle du Mexique a tellement baissé que le pays est sur le point de devenir *importateur* de pétrole. « La production du pétrole au Mexique a fondu ces dernières années d'un pic de 3,3 millions de barils par jour en 2004 à seulement

2,5 millions actuellement (2014). » Voir article suivant.]

Nous avons vu hier qu'Enrique Peña Nieton, le président mexicain, était en pleine campagne de promotion de son pays et de son économie à l'étranger. Dans cette entreprise de séduction, la réforme du secteur de l'énergie – avec la fin du monopole de Pemex – est un atout de taille.

Et ce d'autant plus que le Mexique est riche en hydrocarbures. Comme je vous le disais, Pemex estime à 50 milliards de barils équivalent pétrole (BEP) le potentiel du Golfe du Mexique. Et selon l'Agence américaine pour l'énergie, le Mexique représente la quatrième réserve mondiale de pétrole et de gaz de schiste, avec 60 milliards de BEP environ.

Hier, nous nous étions cependant arrêtés sur cette question : l'énergie mexicaine – et les espoirs de son président – peuvent-ils survivre au plongeon du cours du pétrole ?

L'éléphant dans le magasin de porcelaine, c'est bien sûr le plongeon des cours du pétrole. Cela peut paraître étrange de parler d'investir dans le secteur de l'énergie alors que les cours s'effondrent, mais le niveau actuel de 60 \$ le baril ne va pas faire capoter la réforme, car le Mexique dispose d'un éventail de différentes solutions à offrir aux investisseurs.

La production en eau peu profonde, par exemple, est rentable à 60 \$. La production en eau très profonde reste également rentable, mais moins.

Ce sont les nouveaux projets de pétrole de schiste qui seront probablement les plus affectés par un pétrole bon marché, car le prix de revient est plus élevé.

En fait, ce qui est probable, c'est que le gouvernement mexicain percevra moins d'argent qu'il ne l'espérait de la part des soumissionnaires, mais le processus va tout de même se poursuivre.

La première vente aux enchères doit avoir lieu en juillet prochain, et elle offrira des projets mêlant exploration en eau peu profonde et production.

Jusqu'à présent, 26 sociétés ont déjà payé pour obtenir les données sismiques concernant les lots d'exploration. Ensuite, il y aura une vente aux enchères par an, au cours des 10 prochaines années, à mesure que le Mexique morcellera ses énormes actifs énergétiques.

Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Cela fait plusieurs années que je suis ce sujet, depuis l'époque où ce n'était qu'un espoir et jusqu'à ce qu'il devienne un véritable thème d'investissement.

Malheureusement, les investisseurs basés en Europe vont avoir du mal à y accéder. Certaines sociétés cotées aux Etats-Unis sont présentes, comme Sempra Energy, mais rien qui nous permette d'avoir un accès direct.

L'autre solution serait d'investir dans les sociétés du pays qui vont bénéficier de cette réforme. La société de pétrochimie Mexichem, par exemple, pourrait tirer parti d'une matière première moins chère.

Mais ce n'est que le début d'une histoire qui va se poursuivre encore et encore. Elle va changer la face des choses, au Mexique, et permettra aux investisseurs de s'enrichir au passage.

Nous devons nous montrer patients, mais au bout du compte, une véritable stratégie se dégagera.

[Les dates du pic pétrolier](http://www.transition-energie.com/les-dates-du-pic/)

<http://www.transition-energie.com/les-dates-du-pic/>

Par "pic pétrolier" on entend donc le plafond maximum de production qui sera suivi d'un déclin irréversible.

Mais le mot "[pétrole](#)" recouvre deux choses distinctes :

- Le pétrole "conventionnel", celui que nous avons toujours connu (le geyser liquide qui sort du sol).
- L'appellation "pétrole" qui est un terme générique et qui recouvre en plus d'autres liquides : les liquides issus de gaz naturel, les pétroles extra-lourds du Canada et du Venezuela, les [biocarburants](#), mais dont chacun d'eux a toujours été marginal en terme de quantité de production.

Pour le pétrole conventionnel, le rapport de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) paru le 9/11/2010 l'a annoncé en toute discrétion comme étant survenu en 2006.

Voir article : [Le pic pétrolier a eu lieu en 2006 déclare très discrètement l'AIE.](#)

Nous connaissons donc maintenant la date du pic de “pétrole conventionnel”, nous attendons maintenant deux choses:

- Le moment où la production sera insuffisante par rapport à la demande
- La date du pic pétrolier global comprenant tous les types de liquides.

Pour aujourd’hui le pic (plafond historique de production) de production “tous liquides confondus” présente toujours une incertitude, on ne sait pas quand il se produira (voir [Genèse crise pétrolière](#)) mais cela ne devrait pas tarder.

Dans la mesure où le déclin du pétrole conventionnel est amorcé depuis 2009, et qu’il est très largement majoritaire dans la production “tous liquides confondus”. Il faudrait que les autres liquides et les champs à développer et à explorer pallient à cette baisse, ce qui ne sera plus possible très longtemps.

Quelques dates concernant les prévisions du pic pétrolier mondial (tous liquides confondus).

- **2006** : Matthew Simmons Banquier d’affaires américain, spécialisé dans l’énergie.
- **2006** : The Energy Watch Group Réseau allemand de scientifiques et de parlementaires.
- **2010** : King Hubbert : auteur de la fameuse courbe de Hubbert donnant naissance à l’idée de pic mondial (après une première estimation en 2000).
- **2010** : [Allemagne](#)
- **2012** : [Nouvelle-Zélande](#)
- **2015** : Selon [l’ASPO](#).
- **2015** : juste après selon [Olivier Rech](#)
- **2009-2014** : [Robert Hirsch](#)
- **2020** : Sadad-Al-Husseini Ex n° 2 de la Saudi Aramco, la Cie nationale saoudienne.
- **2025** : Thierry Desmarest Déclaration effectuée en 2006, lorsqu’il était président de TOTAL tout en précisant « si il y a une crise de la demande ».

Il est intéressant de noter que sont désormais ce sont pays, comme l’Allemagne ou la Nouvelle-Zélande (voir [Genèse crise pétrolière](#)) qui font faire des études sur le sujet, et qui ne se contentent plus des informations

données par l' AIE.

De nombreux pays producteurs ont déjà franchi le pic de production.

Parmi les principaux on peut citer les États-Unis (1970, autrefois premier producteur mondial), la Libye (1970), l'Iran (1976), le Royaume-Uni (1999), la Norvège (2000), le Mexique (2005). Début 2008, les seuls pays producteurs importants (parmi les 30 premiers) qui n'ont pas dépassé le pic pétrolier sont : l'Arabie Saoudite (controversé), le Koweït (controversé), l'Irak, l'Angola, et le Kazakhstan.

La production des quatre plus grands gisements de pétrole – Ghawar (Arabie Saoudite), Cantarell (Mexique), Burgan (Koweït) et Daqing (Chine) – serait aujourd'hui entrée en phase de déclin.

Liste des principaux pays producteurs de pétrole dans l'ordre décroissant de leurs exportations (en millions de barils/jour)

- Arabie Saoudite : 2008-2014
- Russie : 2007
- Émirats Arabes Unis : 2014
- Koweït : 2013
- Iran : 1974
- Vénézuéla : 1970
- Nigéria : 1979
- Norvège : 2000
- Mexique : 2003
- Irak : 2018
- Angola : 2016
- Lybie : 1970
- Kazakhstan : ?
- Qatar : 2004
- Oman : 2000
- Équateur : 2004
- Égypte : 1987
- États-Unis : 1970
- Grande-Bretagne: 1999
- Inde : 1997

Arabie Saoudite : selon Matthew Simmons, qui a exercé un rôle d'expert auprès de la Task Force présidée par Dick Cheney (et supposée définir la politique énergétique des États-Unis), l'Arabie saoudite aurait également passé son pic en 2004. Si l'on peut donc encore douter de la validité du dépassement du pic pétrolier pour l'Arabie Saoudite, premier producteur mondial, nous devons attendre quelques années avant d'avoir une réponse claire. Pour ce qui concerne le plus grand champ pétrolier de la planète, le gisement de Ghawar, plusieurs spécialistes estiment qu'il est proche du pic, même si les officiels le contestent. Selon la compagnie nationale, un certain nombre de petits gisements doivent entrer en production dans les années à venir et sont censés officiellement plus que compenser le déclin du gisement géant de Ghawar. La très forte croissance de la consommation intérieure contribue à diminuer rapidement la part des exportations.

Russie : l'URSS a atteint un premier pic de production en 1984 à 11,2 millions de barils/jour. La production s'est effondrée à la suite de l'éclatement de l'Union Soviétique à 6 millions de barils en 1995 puis a commencé à remonter en Russie à compter de cette date (en parallèle la production dans d'anciennes républiques soviétiques s'est fortement développée). En 2007 elle semble plafonner à la valeur de 9,8 millions de barils/jour. Les réserves en Russie sont estimées début 2008 selon les auteurs entre 70 et 170 milliards de barils. La fourchette basse conduit à un pic de production imminent tandis que si la valeur moyenne est retenue, la plus probable, le pic serait atteint d'ici 2015 avec une valeur de production quotidienne légèrement supérieure à la valeur actuelle. Mais les gisements qui doivent prendre le relais des zones de production actuelles nécessitent des investissements particulièrement importants (Arctique, Sibérie Orientale) et les compagnies pétrolières russes, sévèrement taxées par l'état, pourraient manquer de moyens. On attend une forte croissance de la demande intérieure (explosion du parc automobile privé) qui devrait également réduire la part des exportations.

Koweït : très récemment, le 12 novembre 2005, une nouvelle (publiée entre autres par AME Info et reprise par de nombreux médias dont Kuwaittimes.net) a stupéfié beaucoup d'experts : le champ de Burgan, situé au Koweït, 2e champ pétrolier de la planète par sa capacité, a atteint son pic

de production. Les experts pensaient extraire 2 Mbbl/jour pendant encore 30 à 40 ans, mais il plafonne désormais autour de 1,7 Mbbl/j malgré tous les efforts entrepris pour maintenir son débit initial.

Mexique : le complexe de Cantarell, qui fournit les 2/3 de la production mexicaine, a atteint son pic en 2006, amorçant ainsi le déclin rapide de la production pétrolière mexicaine. L'agence américaine de l'énergie dans une analyse datée de 2007 estime que la production tombera à 3 millions de barils/jour en 2012 [Elle en est à 2,5 millions barils/ jour en 2015] avec une remontée possible en 2030 au niveau de 2007 (3,5 millions de barils). La compagnie nationale PEMEX qui assure de manière exclusive l'exploration et la production du pétrole mexicain pourrait manquer de capitaux -du fait de prélèvements trop importants de l'État mexicain- pour mettre en exploitation les nouveaux gisements en eau profonde qui doivent prendre en partie le relais des gisements déclinants.

Canada : la production est en forte croissance grâce à l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta qui fait plus que compenser le déclin des gisements de pétrole conventionnel. Le scénario moyen prévoit une production de 3,5 millions de tonnes en 2010, 4 en 2015, 4,5 en 2020 et 4,5 en 2030 (respectivement 2, 3,5 et 4 pour les sables bitumineux). Les variantes de ce scénario ajoutent ou enlèvent 1 million de barils/jour à partir de 2020. La capacité de production est limitée par la nécessité de disposer de beaucoup d'énergie pour transformer les sables bitumineux et de limiter les atteintes à l'[environnement](#). Compte tenu des énormes réserves de sables bitumineux (180 milliards de barils à ce jour), le pic du pétrole se situe à une échéance lointaine non définie.

Vénézuela : le pays dispose d'un énorme potentiel de production grâce aux gisements de pétroles extra-lourds. Mais la situation intérieure ne permet pas de développer ces gisements qui demandent énormément de capitaux et une forte expertise technique (américaine).

Norvège : la production décline régulièrement.

Nigéria : en 2008 le pays dispose d'un gros potentiel de croissance qui ne peut se concrétiser à cause des désordres intérieurs.

Irak : l'Irak dispose des troisièmes réserves mondiales de pétrole, mais sa production n'arrive pas à progresser à cause du conflit en cours.

Angola : le pays a adhéré à l'OPEP en 2008 et dispose d'un quota de 2 millions de barils/jour qu'il devrait pouvoir maintenir jusqu'à 2016 grâce à la mise en production de gisements en offshore profond dans les années à venir. Une partie des gisements se situe sur le territoire de Cabinda : des mouvements armés réclament l'indépendance de cette région, séparée du territoire principal par le Zaïre, depuis l'indépendance de l'Angola.

Brésil : la production du Brésil devrait fortement augmenter dans les années à venir grâce à des gisements situés en offshore profond.

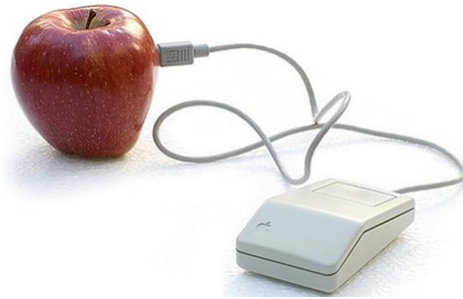
Kazakhstan : production en croissance rapide mais des gisements difficiles à exploiter (présence de soufre,...) occasionnent des retards.

Azerbaïdjan : la production de ces deux anciennes républiques devrait croître fortement dans les années qui viennent.

Argentine, Égypte, Équateur, Malaisie, Colombie : la production de tous ces pays décline.

« La montre la plus nulle... la i-Bidule qui fait tout sauf donner l'heure !! »

Charles Sannat 11 mars 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je n'aime pas les aïe-trucs et autres i-machins pas parce que ce n'est pô bien en soi mais plus simplement parce que le comportement d'achat généré par la marque et une utilisation militaire des techniques marketing entraîne des manières d'agir hallucinantes de la part de masses lobotomisées capables de se battre pour avoir le dernier i-truc en premier sans même savoir... pourquoi !

Ce qui me gêne c'est l'aspect quasi sectaire de la chose, ce qui me dérange (humainement parlant s'entend) c'est cette espèce d'endoctrinement collectif malsain et de folie généralisée.

La folie de la Pomme frappe encore pour une montre... qui ne donne même pas l'heure !!

J'ai la grande chance d'être assez insensible aux aspects matériels. En revanche, comme vous le savez, je suis assez pragmatique. Par exemple si j'achète une voiture, je veux qu'elle démarre et qu'elle ne tombe pas en panne... Et la meilleure fiabilité à pas trop cher... c'est Dacia, donc j'achète Dacia et tant pis pour mon ego qui aurait été plus satisfait au volant d'une belle « béhème »...

Si je veux porter une montre... j'achète une montre capable de me donner l'heure. Il y en a à tous les prix, même si j'apprécie beaucoup la marque Casio et ses tarifs (ma montre est une montre coûtant 93 euros, c'est la Casio Edifice, enfin un vieux modèle pour ceux qui iront vérifier les prix sur le net, parce que les nouvelles sont nettement plus chères et la mienne était en solde, mais on s'en fiche). Non, le truc c'est que ma montre Casio à 93 euros, elle me donne l'heure pendant deux ans avant d'avoir à racheter une pile.

Une i-montre ça vous donne l'heure pendant 18 heures sur 24 et il faut la recharger... D'ailleurs, à propos de rechargement, devant prendre le train j'ai

découvert avec effarement que maintenant, dans les gares de notre belle capitale, les clampins doivent pédaler pour produire l'électricité nécessaire afin de recharger les batteries de leurs i-bidules à plat... En plus, ils font la queue... Je me suis franchement marré en voyant ça mais c'est pour leur bien, comme de bien entendu, du type « mangezetbougez.fr » et « notre planète est notre avenir, protégeons-là » en vous emmerdant et en vous augmentant les zimpôts !!

Bref, 18 heures d'autonomie, ce sont les données constructeur et c'est le début... Après, avec le temps, va, tout s'en va y compris la charge d'une batterie... Tout le monde le sait !

Le pire c'est que vous allez tous acheter cette montre merdique parce que ça va faire bien d'en avoir une !

Enfin quand je dis « vous », pas forcément vous, mes contrariens – quoi que, quand je parle de Pomme, en général j'ai beaucoup de désabonnements de fans/geeks/ »appleiser »... mais bon, pas grave puisque l'abonnement gratuit au contrarien n'est pas un enjeu financier pour ma petite personne.

Le truc c'est qu'une montre qui tombe en panne tous les jours au moins 6 heures par jour... ce n'est pas une montre ; c'est comme une voiture inutilisable tous les jours pendant 6 heures, eh bien j'aurais du mal à considérer ça comme une vraie voiture.

Par exemple ma femme, quand l'un de nos gosses la réveille (moi ils ne me réveillent pas car j'ai le sommeil lourd, pour lever papa, c'est uniquement par une action mécanique du type sauter sur mon ventre ou me mettre les doigts dans le nez, ce qu'ils font tous les jours...), elle aime bien savoir à quelle heure de la nuit un gamin la sort des bras de Morphée pour pouvoir me le dire le lendemain (ce qui me fait supputer une action en culpabilisation).

Comment ferait-elle avec une i-schmoll en panne de jus ?

Bon, en plus, l'objet coûte cher, très cher. Surtout si vous prenez la version en or, le haut de gamme à 11 000 euros ou dollars, on ne sait pas encore très bien, et très bientôt 1 dollar vaudra 1 euro...

Une i-montre au prix d'une Rolex...

Heu... je préfère acheter une Rolex... et non, je n'ai pas raté ma vie puisque

que je n'ai pas encore 50 ans !! Plus sérieusement, que vaut un i-téléphone de la marque de la Pomme 5 ans après ? L'écran est en ruine, la batterie ne marche plus et le machin bug dans tous les sens... Alors franchement, avant que vous me fassiez mettre 11 000 euros-dollars dans un tel placement, excusez-moi mais je préfère rester classique et acheter une Rolex ou autre montre haut de gamme suisse qui se répare, qui se donne, qui se revend ou qui se monnaie à peu près partout dans le monde et qui, accessoirement, donne l'heure sans avoir besoin de pile et le tout avec des mécanismes d'une toute beauté...

En plus il y aura une once d'or soit... en gros 1 100 euros d'or... Pour 11 000 euros, vous pouvez acheter 11 onces d'or... et en plus vous n'aurez aucun problème de batterie !

La Pomme va-t-elle assécher le marché de l'or ?

C'est la dernière rumeur et évidemment un grand débat avec quelques-uns de mes camarades de jeu actuellement.

Posons les calculs d'après les prévisions de la Pomme Cie.

Ventes de la montre haut de gamme en or : 1 million d'unité par mois (hahahahaha).

Ventes annuelles : $1 \times 12 = 12$ millions.

Disons 1 once d'or par montre = 12 millions d'once.

1 once = 31 g et des poussières, soit 372 000 000 grammes d'or... que l'on divise par 1 000 pour avoir le nombre de kilos = 372 000 kilos.

Que l'on divise à nouveau par 1 000 pour avoir le nombre de tonnes d'or : 372 tonnes... (Vous auriez pu dès le départ retirer les 6 zéros pour tomber sur le bon résultat mais je ne voulais perdre personne en route !!)

Bon, ce qu'il faut savoir c'est que Rolex vend 600 000 montres par an... PAR AN !! Pas par mois... Ce qui est sûr c'est que la Pomme Cie a de l'ambition... une ambition pour sa première année de presque 15 fois ce que produit Rolex... Alors pourquoi pas mais je suis dubitatif et je vous soumetts donc ces 3 hypothèses :

1/ Ces prévisions de ventes sont aussi farfelues que grotesques (très probable) et d'ailleurs je n'ai pas trouvé de confirmation de la part de la Pomme Cie.

2/ Le monde est rempli de 12 millions d'abrutis capables de dépenser une

telle somme pour un produit à la con qui vaut 10 fois moins que le prix affiché et qui sera en panne dans moins de 3 ans... et c'est moi qui n'ai pas vu le monde changer à ce point.

3/ La Pomme Cie qui croule sous une trésorerie colossalement monumentale (je sais, ça ne se dit pas mais c'est pour insister sur l'importance des montants) planquée dans des paradis fiscaux et on parle de plusieurs dizaines de milliards... Et imaginons que la Pomme voudrait placer 10 % de sa trésor en or ? Imaginons qu'il lui faudrait un alibi ou une excuse pour le faire et ne pas éveiller les soupçons ? Imaginons que la i-merde à porter au poignet et qui va te gueuler dans les oreilles « Charles, bouge encore, t'as pas assez marché aujourd'hui », « Charles, lève tes grosses fesses de devant ton PC et laisse tomber tes articles » serve de prétexte à acheter tout plein d'or ?

Non, cette hypothèse tomberait immédiatement sous le coup de la législation contre les sites Internet véhiculant des messages ou idées complotistes et de nature à remettre en cause le fonctionnement optimal du système... économique !!

Donc je pense que cette troisième hypothèse est totalement fausse. N'en tenez surtout pas compte. Je n'aurais jamais dû en parler.

En tout cas, dans cette affaire-là, il n'y a qu'un sujet à suivre. La Pomme va-t-elle ou pas acheter beaucoup d'or et si tel est le cas... tremblez, car jamais la Pomme vendra tous les mois 40 % de plus que ce que vend Rolex... chaque année !!

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Paris obtient un nouveau délai pour ramener son déficit sous 3 %



Les Grecs sont des salops qui l'ont bien cherché mais nous, la France, nous obtenons un nouveau délai. Pourquoi ? Uniquement parce que notre poids politique et économique dans la zone euro nous permet plus facilement de nous affranchir des règles que nous appliquons sans vergogne à des populations plus fragiles.

« Les ministres des Finances de l'Union européenne, réunis mardi à Bruxelles, ont validé une nouvelle extension de deux ans du délai accordé à la France pour ramener son déficit public sous la limite des 3 % de son produit intérieur brut.

Paris a désormais jusqu'en 2017 pour respecter la norme européenne, conformément aux recommandations formulées par la Commission européenne le mois dernier. »

Pour Michel Sapin, notre ministre des Finances, « l'Europe est là pour nous aider, elle n'est pas là pour nous punir. L'Europe est là pour nous accompagner, elle n'est pas là pour nous contraindre ». « Chaque fois qu'on parle de punition ou de contraintes, ce n'est pas la démocratie que l'on sert, ce sont les extrêmes que l'on sert. »

Eh bien vous savez quoi ? Il a parfaitement raison. Mais ce qu'il affirme pour la France l'est pour chacun des pays d'Europe, de l'Espagne à la Grèce.

Nous ne devons pas accepter l'Europe du châtiment ! L'Europe doit être au service des peuples et pas l'inverse !

Charles SANNAT [Source La Tribune ici](#)

Russie : les revenus réels de la population en baisse de 7,3 % en 2014 (Rosstat)

Je refuse tout net l'étiquette de « pro-russe » ou de défenseur de la Russie. Je défends les intérêts de mon pays. Et je pense que notre intérêt c'est d'acheter notre gaz à notre voisin russe, c'est de ne pas nous faire la guerre et de nous rendre compte qu'il y a une continuité européenne de l'Atlantique à l'Oural. Enfin, l'histoire de la vieille Europe est une histoire saignante et sanglante pour le plus grand malheur des peuples, plus rarement pour celui des dirigeants souvent bien à l'abri.

Alors si nous voulons que l'Europe soit la paix, l'Europe ne doit pas châtier ni punir les peuples en difficulté comme à Chypre ou en Grèce ou même en Espagne ou au Portugal. L'Europe ne doit pas se comporter comme un empire cherchant à s'étendre.

C'est en étant une terre de bien-être, de liberté, de créativité, de grandeur, c'est en faisant vivre le rêve européen d'une vie meilleure que l'Europe, dans la paix, verra affluer vers elle les autres pays et augmenter sa force d'attraction.

En attendant, nous faisons souffrir le peuple russe pour rien. Sans aucune raison ou presque.

Charles SANNAT

Londres, un paradis pour le blanchiment d'argent

Vous vous souvenez de Chypre qu'il fallait punir car c'était un paradis fiscal surtout pour les Russes ?

Vous vous souvenez de l'affaire récente de Swiss Leaks où l'on a fait mine de découvrir que les gens ne payaient pas d'impôt au Luxembourg ?

Vous vous souvenez des histoires autour du secret bancaire suisse et de l'évasion fiscale ?

Eh bien au Royaume-Uni, les choses ne sont pas si claires que cela. Île de Man, Jersey ou Guernesey, sans oublier certains éléments de la loi anglaise permettant une opacité totale. D'ailleurs, de très nombreux riches russes... achètent au Royaume de sa très gracieuse majesté !

Charles SANNAT



Selon l'ONG Transparency International, près de 37 000 propriétés de Londres appartiennent à des sociétés enregistrées dans les paradis fiscaux, cachant l'identité réelle de leur détenteur.

De nombreuses propriétés de luxe à Londres sont achetées avec de l'argent sale, a déclaré mercredi l'ONG Transparency International dans son rapport sur la corruption.



« Les indices s'accumulent pour montrer que le marché immobilier britannique est devenu un refuge pour le capital corrompu volé à travers le monde. Et cette tendance est facilitée par une législation qui autorise de posséder une propriété à travers des sociétés offshore secrètes », a indiqué Robert Barrington, directeur exécutif de Transparency International, cité par l'agence AFP.

Selon l'ONG, près de 37 000 propriétés londoniennes appartiennent à des sociétés offshore cachant l'identité réelle de leurs détenteurs et enregistrées dans les paradis fiscaux (îles Vierges britanniques, Jersey, Guernesey et île de

Man).

D'après Transparency International, 75 % des propriétés londoniennes dont les détenteurs font l'objet d'une enquête pour corruption ont été acquises via des sociétés offshore.

La chaîne de télévision BBC a rapporté que la valeur moyenne des propriétés en question s'élève à 1,5 million de livres (2,3 millions de dollars) et que les maisons les plus chères sont évaluées à 9 millions de livres (près de 14 millions de dollars).

Transparency International a appelé le gouvernement de David Cameron à obliger les acheteurs de biens immobiliers de dévoiler leurs noms et à limiter le paiement en liquide pour les acquisitions immobilières.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150304/1015023930.html#ixzz3TzwKMgFo>

Comment sécuriser l'or que l'on garde chez soi ?

Petite précision. Dans la grande majorité des contrats d'assurance, vous avez un montant maximum pour ce que l'on appelle les « objets de valeur » comme les pièces d'or ou les bijoux, mais également un tableau de maître ! Attention, ce montant est généralement de 10 % de la valeur des biens assurés. Si par exemple vous êtes assurés pour 40 000 euros alors vous aurez au mieux 4 000 euros de garantie pour vos objets de valeur.

Plus grave, si vous omettez de déclarer à votre assureur vos objets de valeur, alors c'est tout votre sinistre qui pourrait ne pas être pris en charge.

Dans tous les cas, relisez attentivement votre contrat. Tout y est écrit, et sachez que généralement, un contrat pas cher... ce sont des garanties limitées.

Charles SANNAT



Un coffre-fort à domicile, une bonne idée ?

La mésaventure qui est arrivée à Sandrine et Olivier G. montre que, souvent, un coffre-fort à domicile ne suffit pas à protéger les biens précieux contre les vols. Leur témoignage est la triste preuve que garder des pièces d'or chez soi présente un risque, sauf pour les pièces hautement sécurisées ! Pour les autres, mieux vaut les faire garder dans des coffres-forts externalisés.

Témoignage

LORetLARGENT.info : Comment s'est effectué le cambriolage dont vous avez été victime en décembre 2014 ?

Olivier G. – Vers 18 heures, et en très peu de temps, environ 30 minutes selon la police. Ils sont rentrés par la cuisine, derrière la maison et ont fracturé la porte-fenêtre. Ils ont fouillé dans notre chambre et ont fracturé la porte de mon bureau où était mon coffre-fort.

LORetLARGENT.info : Votre maison est-elle dotée d'un système d'alarme ?

Olivier G. – Oui, il y a une alarme, mais elle n'était, hélas, pas en fonction à ce moment-là. Un oubli...

LORetLARGENT.info : Combien le coffre mesurait et pesait-il ?

Olivier G. – Le coffre mesurait environ 80 cm de large sur 100 cm de haut et 70 cm de profondeur. Il pesait environ 200 kilos, c'était un coffre ignifugé.

LORetLARGENT.info : Qu'y avait-il dedans ? Quelle valeur cela représentait-il ?

Olivier G. – Une pièce or australien 1 once, une pièce en or panda, une VeraMax, une collection de pièces en francs belle épreuve de la Monnaie de Paris. Il y avait aussi quelques bijoux de famille, plusieurs petits diamants, quelques documents papiers... Le tout pour environ : compris entre 5 et 10 000 €.

LORetLARGENT.info : Ces biens étaient-ils couverts par une assurance ?

Olivier G. – Malheureusement non, nous avons appris par l'assurance après le sinistre que les objets précieux, ayant cours légal ou non, ne sont pas pris en charge par l'assurance (pièces de collections, pièces ayant cours...).

LORetLARGENT.info : Une enquête a dû être lancée, a-t-elle donné des résultats ? Concernant la VeraMax, y'a-t-il une chance de la retrouver ?

Olivier G. – Pour l'instant, non, mais la police fait des recherches notamment concernant la VeraMax. La spécificité de cette pièce est qu'elle est référencée dans un registre international par le biais de son ADN. La police peut ainsi retrouver la pièce, même sortie de son scellé, et en identifier la propriétaire grâce à son ADN. Il faut que le produit ait été déclaré volé pour que le lien puisse se faire au cours de l'enquête. Nous attendons les suites.

LORetLARGENT.info : Quelles dispositions avez-vous prises pour l'avenir ?

Olivier G. – Nous avons fait installer un coffre-fort encastré dans du béton dissimulé derrière un meuble de bibliothèque pour stocker mes pièces de collection. Et nous mettons systématiquement l'alarme en marche, de même que le portail est toujours fermé et nous avons un chien de garde maintenant. Nous laissons les pièces en or achetées sur AuCOFFRE.com dans les coffres d'AuCOFFRE.com.

Le risque de garde à domicile

Garder les pièces en or hors de chez soi dans des coffres externalisés, c'est le credo d'AuCOFFRE.com, la société spécialisée dans le commerce de pièces d'or d'investissement issues du marché professionnel et dans la garde en coffres sécurisés hors circuit bancaire (en France, en Belgique et en Suisse). Ainsi stockées, les pièces d'or sont conservées en excellent état, dans des étuis individuels sous scellés, à l'abri des risques de détérioration par la

manipulation.

Cette solution n'est pas le fruit du hasard. Lorsque l'on décide de faire le commerce de pièces d'or d'investissement pour l'épargne, l'enjeu de la sécurité est primordial.

Il ne faut pas oublier que le vol de biens en or est [le corollaire de la hausse du cours du métal précieux](#). Depuis le début des années 2000, il n'a cessé de croître pour se maintenir à un niveau très élevé. Rappelez-vous, le 27 mars 2000, l'once d'or s'échangeait environ à 301 € et à 1 088 € ce jour.

[Dans cet article](#), nous détaillons les possibilités de garde en coffre-fort pour les pièces d'or. Suite à l'explosion des [cambriolages avec extorsion](#), le coffre-fort à domicile n'apparaît pas comme la solution la plus sûre. Face à ce fléau, il est plus prudent de stocker ses pièces en or dans des coffres-forts externes, mais pour plusieurs raisons (préservation de l'anonymat, indépendance, risque de faillite, frais élevés...), il convient d'éviter les coffres en banque.

Les pièces que l'on peut garder chez soi

Cependant, il existe des pièces totalement sécurisées que l'on peut garder chez soi, comme la [VeraMax](#) par exemple. Selon l'enquête menée par l'Ifop pour AuCOFFRE, les Français sont notamment moins enclins à acheter de l'or : 79 % parce qu'ils craignent les vols et cambriolages et ont peur de garder leur or chez eux. AuCOFFRE.com a imaginé la VeraMax, une pièce ultra sécurisée, pour anticiper les attentes des Français en termes d'or d'investissement.



VeraMax, la pièce en or hautement sécurisée

Un marqueur ADN invisible à l'œil nu est appliqué sur la pièce. Un microdot

en nickel est intégrée dans l'ADN et embarque le numéro de série de ce dernier. La pièce peut donc être gardée chez soi !
En savoir plus sur la [VeraMax sur AuCOFFRE.com](http://VeraMax.sur.AuCOFFRE.com).

C'est aussi le cas de la [20 Franc Suisse Max](#) et de tous les [produits de la gamme Max](#) spécialement conçus pour être stockés à domicile grâce à leur coque scellée hautement sécurisée.

Le marqueur avec ADN synthétique et le Scellé à Bulles™ Prooftag sont deux systèmes totalement infalsifiables et uniques. Les pièces sont authentifiées et enregistrées dans un registre international. Elles sont donc très difficiles à revendre et à écouler en cas de vol. Les cambrioleurs sont prévenus !

[Les Cultes cargo et les banques centrales](#)



[Adrian E. Ash](#)
[Bullion Vault](#)

Publié le 10 mars 2015

Tourner les manivelles et tirer les leviers comme sur une machine infernale, n'aide pas l'économie.

« *Le [Culte du cargo](#), vous connaissez ?* », demande **Adrian Ash de [BullionVault](#)**.

Lors de la seconde guerre mondiale, les troupes japonaises et américaines larguaient des vivres et du matériel dans les petites îles du Pacifique.

L'armée dégagait la végétation pour créer une piste d'atterrissage et allumait des lumières pour guider les pilotes, puis utiliser des radios pour guider les parachutages ou les atterrissages.

Les tribus locales furent témoins de tout ceci. Quand l'armée quitta ces îles à la fin de la guerre, les indigènes essayèrent d'attirer les vivres et le matériel en répétant le même processus.

Ils dégagèrent la végétation, allumèrent des petits feux et parlèrent à des bâtons et des boites.

La Banque centrale européenne a tenté à peu près la même chose cette semaine, indiquant lors d'une conférence de presse comment elle allait imprimer de la monnaie pour rétablir l'économie tout en maintenant les taux d'intérêt à zéro ou plus bas.

Tout comme les autres banques centrales aujourd'hui, la BCE pense que l'argent facile poussera les gens à emprunter et à dépenser, et non pas à épargner.

Cette méthode n'a sûrement pas été miraculeuse pour la Banque du Japon depuis qu'elle a commencé son QE et sa politique d'intérêt à zéro au début de ce siècle. La troisième plus importante économie du monde reste empêtrée dans la déflation, avec des gens qui épargnent encore (n'empruntant pas, ni ne dépensant) 15 ans plus tard.

La Banque d'Angleterre a échoué depuis qu'elle a passé les taux à 0,5% et a commencé son QE il y a six ans. C'est un exploit, étant donné le goût des ménages britanniques pour les emprunts et les dépenses quand les taux étaient à un niveau dix fois supérieur.

Faisant face à des taux proches de zéro et une augmentation de l'inflation monétaire depuis mars 2009, les foyers britanniques ont décidé de repayer leurs dettes et d'épargner, pas d'emprunter plus.

Épargner, et non pas dépenser, c'est ce que les ménages du Royaume-Uni ont fait quand les taux d'intérêt ont augmenté dans les années 1970 et 1980. En abaissant les taux, la logique veut que les dépenses soient stimulées. C'est ce que veut la Banque d'Angleterre.

Mais non. Les foyers britanniques ont d'abord abaissé leurs dettes à la banque de 10 pence pour chaque livre sterling, et n'ont pas emprunté davantage. Ils ont continué d'empiler des espèces dans leurs livrets d'épargne.

Qu'en ressort-il ?

Les foyers britanniques ont maintenant un solde positif net pour la première fois depuis 1988 (en comparant les dettes bancaires totales avec les dépôts bancaires totaux), après avoir atteint 300 milliard de livres sterling de déficit au début de la crise financière.

« Pourquoi cela ne fonctionne-t-il pas ? Tournez ce cadran, tripotez cette manivelle, tirez ce levier ! »

Un grand problème pour la transmission des taux à zéro et du QE aux dépenses des ménages était l'imposition soudaine des [régulateurs du pays de normes d'emprunts stricts](#) après le krach. L'organisme régulateur de

l'époque, *Financial Services Authority*, avait ordonné aux banques de ne pas prêter, sauf avec des risques très bas.

Le gouvernement s'est aussi plaint que les régulateurs ont soudainement retrouvé la raison, car les normes de prêt pour les foyers ont été plus faciles que ceux utilisés pour les petites entreprises. C'est un autre secteur clef que la Banque d'Angleterre voulait qui emprunte et dépense. Donc le retrait de la dette des ménages britanniques, et le changement vers l'épargne net, ne reflète pas un choix de ne pas emprunter.

Un choix que la théorie basique des banques centrales affirme qui ne devrait pas arriver quand les taux d'intérêt ont été abaissés vers des niveaux bas record proches de zéro.

Je ne suis pas le premier à appeler les méthodes des banques centrales un Culte du cargo, un rituel faux-semblant tentant d'attirer la croissance en conjurant de nouvelles dettes et dépenses. Mais comme le montre la politique de plus en plus folle de la Banque du Japon, plus cette fausse science échoue, plus la méthode de la banque centrale sera démente. Et comme l'a remarqué l'un des investisseurs de la Grande-Bretagne les plus performants, les conséquences involontaires des expériences monétaires sur une telle échelle sont impossibles à prévoir.

Une conséquence est que de plus en plus d'épargnants se tourneront vers l'or et l'argent pour une santé mentale rare, tangible et indestructible. De tels investisseurs pourraient reconstituer eux-mêmes un Culte du cargo. Rien de mécanique ne dit que les cours des métaux précieux doivent augmenter quand les taux d'intérêt coulent et les banques centrales versent de l'argent venant de nulle part dans les marchés financiers. Mais c'est une supposition simple qu'un nombre croissant de gens font quand ils voient les folles expériences de vaudou des banques centrales essayant de brûler leurs épargnes comme une offrande pour les dieux.

En effet, le long marché haussier de l'or a débuté en 2001 à quelques jours du premier QE de la Banque centrale japonaise, a indiqué un analyste de la banque BNY Mellon. Il a duré plus de dix ans. Le fort rebond de l'or à partir de prix sous les 700 dollars l'once pendant la faillite des frères Lehman est arrivé une semaine environ après le commencement du QE de la Fed en fin 2008. A partir de là, l'or a grimpé de 175% pour culminer à l'été 2011.

Cette semaine, la Banque centrale européenne a finalement donné les détails de son programme d'assouplissement quantitatif de mille milliard d'euros. Et comme le remarque BNY Mellon, le retournement de l'or à partir de points bas de la fin 2014 est survenu au moment où la BCE, anciennement la plus stricte des banques centrales, a finalement annoncé qu'elle était prête à lancer le QE pour lutter contre la déflation.

« L'Histoire suggère donc que la décision actuelle pourrait durer pendant plus longtemps et voyager plus loin que ce qui pourrait être communément attendu. »

Peut-être. Mais si c'est le cas, la plupart des investisseurs auront du mal à voir les signes avant-coureurs, surtout en dollars. Toujours est-il que les marchés changent au moment où moins de gens n'y prêtent attention.

[Le gouvernement grec a demandé aux fonds de sécurité sociale de lui transférer leurs liquidités](#)

par Audrey Duperron · 11 mars 2015 [Express.be](#)



Le gouvernement grec vient de solliciter les fonds de sécurité sociale du pays de lui transférer des centaines de millions d'euros de liquidités dont ils disposent pour être en mesure de payer les pensions et les salaires des fonctionnaires du pays, rapporte le Financial Times.

Cette décision est une conséquence du déficit de recettes fiscales au moins de janvier de cette année : le trésor grec a encaissé 23% de moins d'impôts que les 4,5 milliards d'euros prévus au budget. Du coup, le ministère des Finances rencontre des difficultés pour rassembler les 1,2 milliards d'euros qu'il devra payer au Fonds Monétaire International (FMI) le 20 mars prochain. Il doit en outre trouver 1,5 milliards d'euros pour payer les salaires des fonctionnaires et les pensions de retraites d'ici la fin du mois.

Or, les fonds de sécurité sociale détiennent 2 milliards de réserves liquides.

Le gouvernement grec pourrait donc faire appel à cette somme en la faisant transférer à la banque centrale du pays, qui gère déjà 8 milliards d'euros de fonds provenant de différentes institutions publiques.

Les instances qui composaient l'ex-troïka (la Commission Européenne, le FMI et la Banque centrale Européenne (BCE) ont déjà fait savoir qu'elles approuvaient ce recours à un système de « cash pooling » pour rationaliser la gestion des finances du pays.

Pour que cette opération soit rentable pour les fonds de sécurité Sociale, le gouvernement grec leur a proposé de rémunérer leurs capitaux avec un intérêt deux fois plus élevé que celui que leur proposent les banques commerciales.

Cependant, certaines instances se montrent réticentes : leurs cadres redoutent d'être pénalement mis en cause en cas de faillite du pays, et d'une nouvelle décote de sa dette. Mais selon un conseil juridique du gouvernement, l'Etat pourrait réquisitionner les capitaux qu'elles détiennent en invoquant une loi vieille de 60 ans qui interdit aux instances étatiques de faire conserver leurs fonds par des banques commerciales pendant plus de 15 ans. Mais il a ajouté que la BCE pourrait s'opposer à cette mesure, et qu'elle pourrait ensuite refuser d'octroyer des prêts dans le cadre de l'ELA (Emergency Liquidity Assistance) pour combler les déficits de capitaux des banques du fait des réquisitions de l'Etat.

Le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, avait pourtant affirmé que le gouvernement avait assez d'argent pour faire face à ses obligations financières au mois de mars, mais il a également indiqué qu'il était possible que le Trésor public ne puisse pas effectuer les remboursements de TVA aux entreprises, et qu'il pourrait même ne pas pouvoir payer certains de ses fournisseurs.

Tous ceux qui veulent continuer à danser doivent prendre plus de risques

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 11 mars 2015

L'objectif de la BCE est de déjouer la menace de déflation en relançant le crédit et l'activité. Pourtant, la nouvelle politique d'assouplissement

quantitatif (QE) de *Mario Draghi président de la BCE*, n'aura pas tous les effets espérés par les investisseurs.

Les 60md€ d'achats mensuels par la BCE de titres publics et privés jusqu'en septembre 2016 ne seront pas faciles à mettre en œuvre. Les règles de Bâle 3 et de Solvency 2 obligent en effet les banques européennes à détenir une part importante de titres d'Etat dans leur bilan. Elles n'auront pas vraiment envie de se séparer de leur papier de qualité surtout les obligations émises par l'Allemagne. Le mécanisme d'incitation des banques européennes à prêter n'est pas le même qu'aux Etats Unis, car le canal de transmission au secteur privé de la politique de QE est limité en Europe. Les entreprises ont beaucoup moins recours aux marchés financiers qu'aux Etats Unis. Elles dépendent à environ 65% des crédits bancaires. Les effets collatéraux d'une politique de taux d'intérêts à taux zéro devront être pris en compte. Des entreprises sont en train d'« acheter de la croissance » en accumulant des paquets de dettes, puisque les taux sont très bas. C'est ce que fait Patrick Drahi à la tête de **Numericable SFR** et de sa maison mère **Altice** qui a accumulé 11,5 milliard de dettes. Les salariés enfin, devront travailler plus longtemps à cause des taux zéro qui vont empêcher les caisses de retraites auxquelles ils cotisent de leur servir la retraite qu'ils attendent. Même si la BCE est dans le scénario rose puisqu'elle a relevé ses prévisions de croissance en raison de la baisse du pétrole, de l'Euro et des taux d'intérêts, cela ne changera pas grand chose à l'efficacité du QE.

La pérennité de l'Euro est un sujet que l'on peut désormais aborder publiquement

Wolfgang Streeck, professeur à l'Université de Cologne l'a fait cette semaine dans *Le Monde*. Il faut permettre aux pays du sud, dit-il une sortie en douceur peut être au sein d'un Euro du Sud qui n'exigera pas des réformes détruisant leurs sociétés.

Rappelons pour tous ceux qui sont emportés par un grand optimisme, le grand moment de finance comportementale de juillet 2007, juste avant que n'éclate la crise des subprimes aux Etats Unis, quand *Chuck Prince* le

patron de Citigroup avait admis que la situation des marchés était très dangereuse, mais « Tant qu'il y avait de la musique il fallait continuer à danser ». Un an après il était remercié car sa banque était en faillite. Tous ceux qui souhaitent danser encore à partir des niveaux actuels ne doivent pas trop s'éloigner des issues de secours... **En France**, l'indice PMI de février recule encore en février. Le chômage repasse au-dessus de 10% au quatrième trimestre 2014. C'est la plus mauvaise performance de la zone Euro. Cela n'empêche pas les média bien-pensant de titrer « L'économie française se remet à espérer », « Les profits du CAC 40 ont bondi d'un tiers en 2014 »... Tout le monde voit très bien que les PME ne suivent pas du tout les performances des grands groupes qui réalisent l'essentiel de leurs chiffres d'affaires et de leurs résultats à l'étranger...

Heureusement en face de ces papiers quasi rédactionnels, il reste des Think Tank comme *l'iFrap d'Agnès Verdier Molinier* qui font leur travail. « La France étouffe » dit-elle. Elle croule sous le poids des impôts, des normes tatillonnes, des fonctionnaires trop nombreux...

Quant au gouvernement français, à force de ne pas respecter ses engagements en matière de réduction de ses déficits, il commence à agacer sérieusement certains de ses partenaires européens (Suède, Pologne, Danemark, Lettonie) . Les mesures qui consistent pour *Michel Sapin ministre de l'économie et des finances* à annoncer des mesures qui n'ont rien à voir avec la réduction du déficit structurel sont considérées par Bruxelles comme de l' « enfumage »

Manuel Valls le premier ministre, devra trouver des réformes assez fortes pour restaurer un début de confiance. Ce ne sera certainement pas les retraites de la fonction publique qui bénéficient d'un régime particulièrement favorable. Le besoin de financement de ces régimes qui ne constituent pas de provision pèse très lourdement sur les finances publiques : 50,2 Md€ par an pour les titulaires de la fonction publique d'Etat, 16,7Md€ pour les titulaires de la fonction publique territoriale et 1,8 Md pour les ouvriers d'Etat. Toutes ces sommes sont payées par les contribuables. Les deux domaines dans lesquels le gouvernement pourrait avancer sont le logement et l'apprentissage...

En Allemagne, les ventes de détail progressent de 5,3% sur les douze derniers mois.

La production industrielle est en hausse de 0,9% en janvier sur les douze derniers mois.

En Grande Bretagne, la croissance britannique est le double de celle de la zone Euro. Et pourtant même avec un bon bilan économique il aura du mal à remporter les prochaines élections.

Aux Etats Unis, la production industrielle va augmenter avec la réouverture des ports après le long conflit qui vient de se produire avec les syndicats de la côte ouest.

Le niveau de création d'emplois reste élevé. L'économie crée des emplois qualifiés contrairement à ce que nous ont expliqué pendant des mois des économistes qui nous expliquaient que ce n'était que « des petits boulots mal rémunérés »

En Chine, les profits des sociétés diminuent ce qui va obliger les autorités chinoises à passer plus de temps à gérer la dette de leurs entreprises qu'à gérer leur croissance.

La nouvelle norme sera 7% de croissance dans la durée. Elle sera inférieure à ce niveau au premier trimestre. L'essentiel du ralentissement se produira dans l'immobilier.

La Russie va dépenser 755b\$ sur dix ans pour améliorer tous ses équipements militaires. Vladimir Poutine veut absolument restaurer la puissance de la Russie sur la scène internationale. Cela permettra au moins d'améliorer la situation des 1350 entreprises du « Complexe militaro Industriel » dont 25% sont actuellement en faillite.

Dans le domaine des avions de combat, le Su-35 de Sukoi a une très bonne réputation sur le marché international tout comme les MiG-21 et les

MiG-23. La Corée du Sud a acheté des MiG-29. Ce qui intéresse beaucoup les militaires c'est le prochain chasseur furtif qui selon certains experts pourrait violer les engagements internationaux de la Russie sur la limitation du développement des capacités nucléaires.

En matière de missiles, le Yakhont est un missile sol-air déployé au Liban. Le S-300 and S-500 seront les nouvelles composantes des missiles anti aériens. Quant au Sarmat ce sera un nouveau missile balistique intercontinental qui pourra emmener jusqu'à 25 têtes nucléaires capables d'atteindre des cibles différentes.

L'Iran a développé des missiles qui sont délivrés notamment aux palestiniens afin de pouvoir atteindre Israël. Le Missiles Fajr 3 a une portée de 45 km, le Missiles Fajr 5 de 70km. Pour atteindre une cible plus éloignée il existe les missiles Rockets M 75 (90km), et M 302 (160km)

La Syrie fabrique des missiles M-302 sous licence iranienne Ils sont livrés au Hamas pour être utilisés contre Israël.

L'Arabie Saoudite, pour se défendre contre « l'arc chiite » va dépenser 70 Md\$ au cours des dix prochaines années. Elle est devenue le plus gros acheteur d'armes du monde.

Israël est en permanence en train d'améliorer les performances de ses équipements militaires. Le système de missiles mobile Jericho III a maintenant une portée de 6000km Rafael produit le système « Dôme de fer » inventé par Daniel Gold a permis d'intercepter de nombreux missiles tirés à partir de la Palestine.

L'unité la plus performante de Tsahal (l'armée israélienne) est la « Unit 8200 » spécialisée dans la guerre électronique et qui est basée au Mont Avital...

Parmi les sociétés israéliennes cotées on trouve : **Elbit Systems, Ashot Ashkelon Industries** (détenu à 85% par Israël Military Industries)

La Chine va dépenser 160Md\$ en 2015 pour ses dépenses d'armement. C'est un montant supérieur aux budgets cumulés de la Grande Bretagne, de la France et de l'Allemagne. L'agressivité de la Russie, les tensions entre la Chine et le Japon expliquent ces chiffres spectaculaires. Le nouveau chasseur

J-31 a déjà effectué ses premiers vols. Il a l'ambition de s'imposer sur le marché international. Dans le domaine des drones le « Wing Loog » est un véritable concurrent du Reaper de **General Atomics** aux Etats Unis. Il a déjà été acheté par les Emirats et l'Ouzbekistan.

Le Japon aussi augmente son budget de la défense. Il atteindra 53Md\$ en 2015 soit le niveau le plus élevé de son histoire.

Les sociétés qui permettent une exposition au secteur sont nombreuses notamment : **Mitsubishi Heavy Industries** (chasseurs, missiles, bateaux tanks), **NEC** (missiles anti missiles), **Mitsubishi Electric** (radars), **Kawasaki Heavy Industries** (sous marins hélicoptères, simulateurs) **Toshiba** (missiles en partenariat avec Raytheon), **Fujitsu** (vision de nuit), **Fuji Heavy Industries** (hélicoptères, chasseur furtif)

Les Etats Unis vont engager un programme de modernisation de leurs armées de 348Ms\$. Le budget américain de la défense va rester supérieur au total des dix budgets suivants 8

Parmi les sociétés cotées on trouve : **Norththrop Grumann** (Global Hawk), **Boeing** (Solar Eagle), **General Atomics** rencontre un grand succès avec ses drones Reaper MQ-9 et Paveway II qui est capable de tirer des bombes à laser à partir d'un contrôle à distance. Le prochain chasseur F-35 Joint va devenir furtif. Quant à la version F-35A il a été exporté en Australie, Grande Bretagne, Israël, Italie, Japon, Pays Bas, et Norvège.

La Grande Bretagne a en revanche du mal à maintenir son budget de défense. Parmi les sociétés cotées on trouve : **BAE Systems**, **Cobham plc**, **Meggitt** (Typhoon , Rafale, F18 et Boeing 787, Airbus A380), **Ultra Electronics** (contrôle nucléaire et des aéroports), **Chemring** (contre-mesures) , **Cobham**, **GKN**, **Qinetiq**, **Rolls Royce**, **Senior**, **Smith Group**.

En France le secteur emploie 40 000 personnes mais les industriels de la défense à la diète. Le budget entrainera des suppressions significatives de personnel et des étalements de programme importants. Les Forces Aériennes

Stratégiques (FAS) comprennent 20 Rafale qui peuvent lancer des missiles ASMPA, 23 Mirage 2000N qui devraient être remplacés en 2018 par des Rafale. Les 14 avions ravitailleurs (C-135 FR/KC135 RG seront en principe remplacés par 12 MRTT.

Le contrôle de la société MBDA, qui fabrique les missiles ASMPA est détenu par

Airbus Group 37.5%, BAE Systems 37.5% et Finmeccanica 25%.

Pour les investisseurs souhaitant avoir une exposition sur le secteur, le meilleur moyen est de s'intéresser aux grandes sociétés notamment : BAE Systems (95% du CA dans le militaire/Grande Bretagne), Raytheon (92%/US), L-3 (82%/US), Northrop Grumman (77%/US), Lockheed Martin (76%/US), General Dynamics (66%/US), Finmeccanica (57%/Italy), Boeing (34%/US), United Technologies UTC (22%/US), Airbus Group (21%/Europe)

[Les énergies renouvelables au sein de l'UE: la Scandinavie, le top; le Bénélux... le flop](#)

par Audrey Duperron · 11 mars 2015 [Express.be](#)



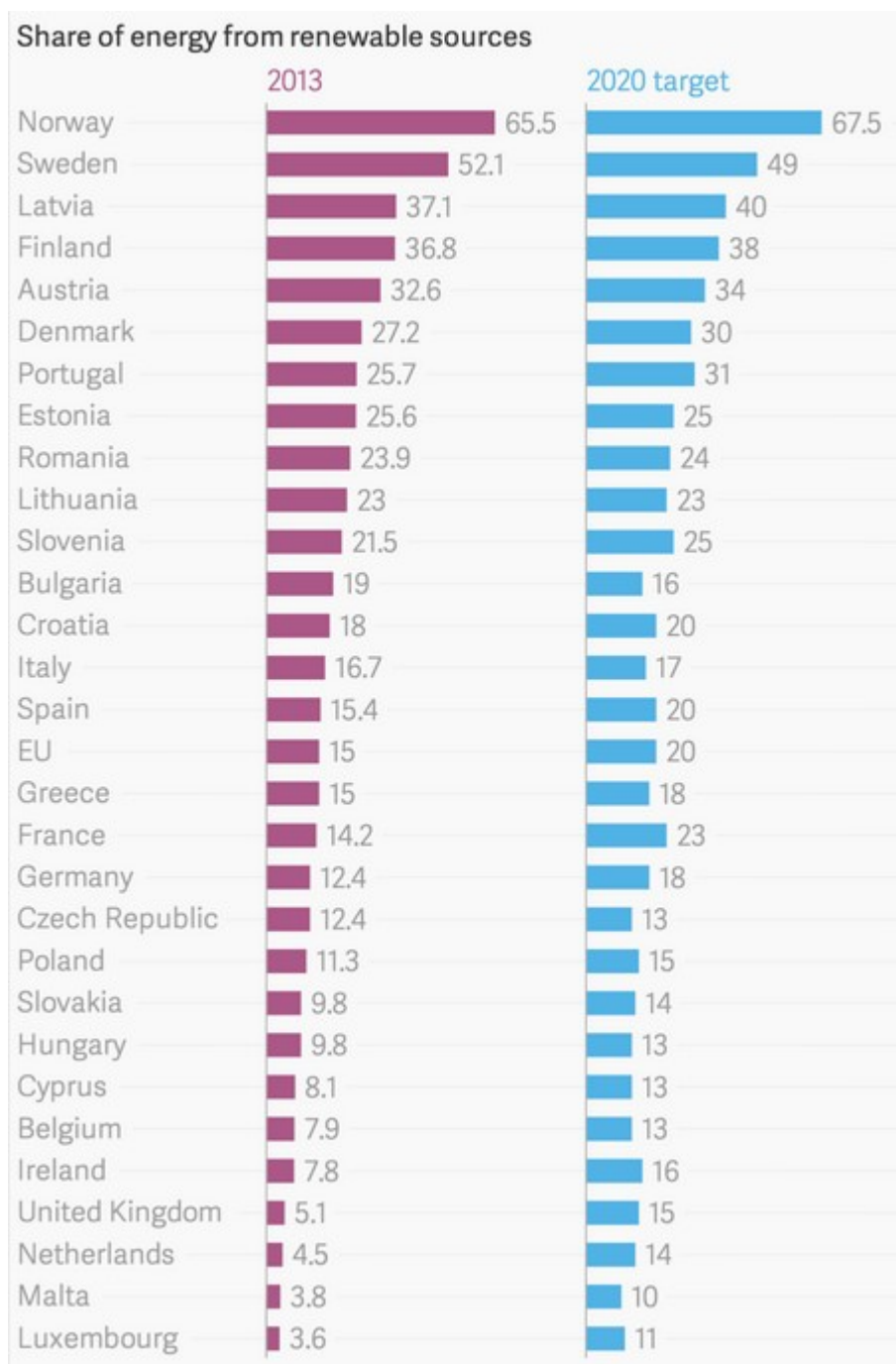
[L'agence européenne de statistiques Eurostat vient de publier les chiffres concernant la consommation d'énergie renouvelable](#) dans le cadre des objectifs de l'UE qui ciblent une part globale de 20% des énergies renouvelables dans la consommation énergétique des Européens d'ici 2020. Selon ces données, en 2013, 15% de l'énergie que l'UE a consommée dans son ensemble provenaient de sources renouvelables, un résultat qui semble assez satisfaisant.

Cependant, lorsque l'on examine les chiffres de plus près, on s'aperçoit qu'il existe des disparités très grandes entre les différents Etats-membres. Ainsi, 3 pays ont déjà atteint leurs objectifs pour 2020, tandis que d'autres restent désespérément en retard.

Parmi les meilleurs élèves de la classe: la Bulgarie (19%), l'Estonie (25,6%) et la Suède (52,1%) qui font déjà mieux que ce qu'ils espéraient atteindre en 2020, mais aussi l'Italie (16,7%), la Lituanie (23%) et la Roumanie (23,9), qui ont tout juste atteint leurs objectifs, ou en sont très proches.

Les pays scandinaves se distinguent particulièrement par leurs bons résultats dans ce domaine. Bien que leur cible soit fixée bien au-dessus de 20%, tous l'ont déjà atteinte, ou, comme la Suède, l'ont déjà dépassée. [Le Danemark est champion du monde de l'énergie éolienne](#), tandis que la Norvège, un pays pourtant très riche en pétrole, tire déjà 65,5% de son énergie à partir de sources renouvelables.

A l'autre extrémité du spectre se trouvent [le Royaume-Uni](#) et les Pays-Bas, qui n'atteignent pour le moment qu'un tiers de leur cible, et la France et la Belgique, qui se trouvent à plus de sa moitié. Quant au Luxembourg (3,6% contre un objectif de 11%), il a encore des efforts à faire...



Face à l’Eurogroupe, le gouvernement Tsipras fait fausse route

par Le Yéti - Brèves de Yéti 10 mars 2015

On savait la partie avec l’Eurogroupe pas trop bien engagée pour le nouveau gouvernement grec. On espérait une volonté suffisante pour interrompre

radicalement la spirale de la déliquescence sociale du pays. On les défendait [bec et ongles](#) malgré l'accumulation de signes inquiétants. Mais force est de constater qu'Alexis Tsipras et Yanis Varoufakis s'enfoncent aujourd'hui dans un bien mauvais chemin.

Trois faits confortent hélas ce constat :

- le gouvernement Tsipras a finalement cédé aux injonctions de la Troïka en remboursant une première tranche de 300 millions d'euros au FMI sans recevoir la moindre aide de la BCE en contrepartie, et **en puisant [semble-t-il](#) une partie de la somme dans les fonds publics destinés à la Sécurité sociale grecque** ;
- Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, a [annoncé](#) que **la Troïka fera son retour à Athènes très prochainement** sans que le ministre Varoufakis (« la Troïka, c'est terminé ! ») ne paraisse plus trop s'en émouvoir ;
- enfin, dans [une interview à Paris-Match](#) , le même Varoufakis s'est précipitamment empressé de démentir son intention d'organiser un référendum ou des élections anticipées et de jurer que **son gouvernement n'envisagera jamais une sortie de l'euro**.

Point de salut sans sortie de l'euro

C'est sur ce dernier point, celui de la sortie de l'euro, que le bât blesse particulièrement. Car répétons-le, un "Grexit" est inéluctable, sinon même souhaitable et impératif. **Rester dans l'euro, c'est abandonner la gestion budgétaire de son projet politique à la BCE et à la puissance dominante du moment**. Le vieux combattant de Syriza, Manolis Glezos, [ne s'y trompe pas](#) 🇬🇷 :

« Ce que l'Allemagne n'est pas arrivée à faire à l'époque par les armes, c'est-à-dire, créer une Europe allemande, elle l'a réussi par l'euro. Syriza a promis la souveraineté populaire qui, pour la Constitution actuellement en vigueur, est le fondement du régime politique. **Le peuple attend, avant toute chose, du gouvernement qu'il a élu, d'appliquer la Constitution.** »

empêcher toute contamination de ses idées “subversives” de départ à leurs propres pays, le gouvernement Tsipras hypothéquera toute chance de mettre son programme en application et contribuera rapidement à enterrer l’espoir qu’il avait fait naître au soir du 25 janvier.

Ni fatalisme, ni condamnation dans cette conclusion (la partie est difficile), mais juste une alerte et un encouragement à tenir bon sans s’égarer.

Cuba dénonce les sanctions américaines contre le Venezuela

Mise à jour le mardi 10 mars 2015 à 10 h 34 HAE

Radio-Canada avec Reuters et Agence France-Presse

La décision du président Barack Obama de classer le Venezuela comme une menace pour la sécurité des États-Unis et d'imposer des sanctions à sept membres de l'administration Maduro, accusés de violation des droits de l'homme, constitue un premier obstacle sur la route de sa réconciliation avec Cuba.

Dans un texte publié mardi par les médias locaux, le gouvernement castriste dénonce cette décision « agressive et arbitraire », prise selon lui en représailles aux mesures adoptées par le Venezuela « en défense de sa souveraineté face à l'ingérence d'autorités gouvernementales et du Congrès américain ».

La Havane y renouvelle « son soutien inconditionnel, ainsi que celui de [son] peuple, à la Révolution bolivarienne, au gouvernement légitime du président Nicolas Maduro et au peuple frère et héroïque du Venezuela ».

« Personne n'a le droit d'intervenir dans les affaires internes d'un État souverain ni à déclarer, sans aucun fondement, qu'il est une menace à sa sécurité nationale. » — *extrait d'un texte signé par le gouvernement cubain*

Le gouvernement cubain affirme en outre que « la gravité de cette décision exécutive a mis en état d'alerte les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes. Les présidents de la Bolivie et de l'Équateur, Evo Morales et Rafael Correa, ont effectivement apporté leur soutien à Caracas.

Les États-Unis tentent toujours de normaliser leurs relations avec Cuba, en vertu d'une entente annoncée en décembre dernier. Les négociations entre les

deux pays ont commencé en janvier.



À Caracas, un homme est assis devant un graffiti représentant les États-Unis, et sur lequel on peut lire les mots « Impérialisme » et « Traître ». Photo : Jorge Silva / Reuters

Maduro dénonce une « agression impérialiste »

Dans un discours de deux heures retransmis lundi soir par la radio et la télévision, le président vénézuélien a dénoncé une « agression impérialiste » qui constitue, selon lui, « le coup le plus agressif, injuste et néfaste jamais donné contre le Venezuela ».

Nicolas Maduro a aussi annoncé son intention de demander mardi des pouvoirs spéciaux à l'Assemblée nationale pour la deuxième fois depuis le début de son mandat, entamé en 2013.

« Vous n'avez pas le droit de nous agresser et de déclarer que le Venezuela est une menace pour le peuple des États-Unis; la menace pour le peuple américain, c'est vous. » — *Nicolas Maduro, président du Venezuela*

« Le président Barack Obama [...] a décidé de se charger personnellement de renverser mon gouvernement et d'intervenir au Venezuela pour en prendre le contrôle », a encore dit Nicolas Maduro dans ce discours prononcé sur un ton incendiaire.

Il a par ailleurs félicité les sept hauts fonctionnaires sanctionnés, qu'il a qualifiés de « héros », et a nommé le chef des services de renseignement

Gustavo Gonzalez au poste de ministre de l'Intérieur.

La ministre des Affaires étrangères Delcy Rodriguez a pour sa part annoncé le rappel du chargé d'affaires à Washington, Maximilien Rodriguez, pour consultations.

Les autorités vénézuéliennes accusent de longue date les diplomates américains en poste à Caracas de chercher à fomenter des troubles pour le compte de l'opposition libérale, voire un coup d'État.

Dans un courrier publié par la presse locale, l'ex-président Fidel Castro a félicité Nicolas Maduro pour ce « discours courageux et brillant face aux plans brutaux » du gouvernement américain. « Tes mots entreront dans l'histoire comme une preuve que l'humanité peut et doit connaître la vérité », ajoute-t-il.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez, il y a 15 ans, le Venezuela est devenu le principal soutien politique et économique de Cuba.

Une première étape vers un régime de sanctions

Le décret classant le Venezuela comme une menace pour la sécurité des États-Unis constitue vraisemblablement une première étape vers l'instauration d'un régime de sanctions. La même mesure a été prise contre la Syrie et l'Iran, ont précisé lundi des responsables américains.

Parmi les sept hauts fonctionnaires visés par les sanctions américaines figurent le chef des services de renseignement, Gustavo Gonzalez, le directeur de la police nationale, Manuel Perez, et un ancien commandant de la Garde nationale, Justo Noguero, qui dirige aujourd'hui la compagnie minière publique CVG.

Trois officiers de l'armée et un procureur sont aussi visés.

« Les responsables vénézuéliens, actuels ou anciens, qui violent les droits des citoyens vénézuéliens et sont impliqués dans des actes de corruption publique n'ont pas leur place ici, et nous avons désormais les outils pour bloquer leurs avoirs et leur utilisation des systèmes financiers américains », a écrit Josh Earnest, porte-parole de la Maison-Blanche, dans un communiqué.

« Nous sommes très préoccupés par les efforts du gouvernement vénézuélien visant à intimider toujours davantage les opposants politiques. Les problèmes du Venezuela ne pourront être résolus en criminalisant

l'opposition », ajoutait-il.

La Maison-Blanche a aussi appelé Caracas à libérer tous les prisonniers politiques, notamment les « dizaines d'étudiants » arrêtés lors de manifestations antigouvernementales.